



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} octobre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Points 32, 60, 69, 71 et 132 de l'ordre du jour

Prévention des conflits armés

**Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés,
aux rapatriés et aux déplacés et questions
humanitaires**

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Promotion et protection des droits humains

**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

Lettre datée du 30 septembre 2024, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de l'Union de défense des droits humains des réfugiés du Haut-Karabakh, organisation de la société civile créée pour protéger les droits des réfugiés arméniens du Haut-Karabakh, concernant l'agression militaire lancée par l'Azerbaïdjan contre le peuple du Haut-Karabakh en septembre 2023, qui s'est soldée par un nettoyage ethnique de l'ensemble de la population arménienne (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 32, 60, 69, 71 et 132 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mher **Margaryan**



**Annexe à la lettre datée du 30 septembre 2024 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Un an après la guerre et le nettoyage ethnique dans le Haut-Karabakh : appel
à la justice et à la protection des droits humains**

Nous, l'Union de défense des droits humains des réfugiés du Haut-Karabakh, vous écrivons à l'occasion du premier anniversaire solennel des événements tragiques survenus les 19 et 20 septembre 2023, qui se sont soldés par le déplacement forcé, la souffrance et le nettoyage ethnique de la population arménienne du Haut-Karabakh. Nous demandons instamment à l'ONU de prendre des mesures immédiates et décisives pour remédier aux violations persistantes du droit des droits humains et du droit international.

La guerre d'agression menée pendant cette période a donné lieu à des atrocités criminelles, notamment le déplacement forcé et le nettoyage ethnique de la population arménienne qui vivait dans cette région depuis des millénaires. Malgré les appels mondiaux à la retenue et à la paix, la population du Haut-Karabakh a été laissée sans défense contre l'assaut militaire, ce qui a provoqué d'indicibles souffrances et atteintes aux droits humains.

Ces agissements ont eu des conséquences dévastatrices. Plus de 115 000 personnes ont été arrachées à leur foyer, déplorant non seulement la perte de leurs biens et de leur patrimoine, mais aussi la désintégration de leur droit à l'identité, à la culture et à la vie. Le fait que ces opérations étaient ciblées et visaient à effacer toute présence arménienne dans le Haut-Karabakh constitue une violation manifeste du droit international des droits humains et du droit international humanitaire, notamment des principes énoncés dans la Convention sur le génocide.

Les atrocités commises dans le Haut-Karabakh ont également déclenché une campagne alarmante contre le patrimoine culturel arménien dans la région. Les preuves de cette « désarménisation » systématique sont nombreuses et extrêmement préoccupantes. La destruction du patrimoine culturel est une perte non seulement pour le peuple arménien, mais pour l'humanité tout entière, car ces sites représentent des siècles d'histoire, d'art et de développement culturel. Il est impératif que la communauté internationale, sous la conduite de l'ONU, prenne immédiatement des mesures pour mettre fin à ces pratiques destructrices et assurer la protection et la sauvegarde du patrimoine arménien dans le Haut-Karabakh.

Dans le contexte de cet anniversaire tragique, nous demandons à l'ONU de prendre les mesures suivantes :

1. **Considérer les atrocités commises comme un nettoyage ethnique** : nous demandons instamment à l'ONU de considérer officiellement les événements survenus en septembre 2023 comme un acte de nettoyage ethnique, qui représente une violation grave du droit international des droits humains et du droit international humanitaire.
2. **Veiller à ce que les auteurs répondent de leurs actes** : nous demandons qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les crimes commis pendant et après le conflit, et que les responsables répondent de leurs actes au regard du droit international.
3. **Protéger le droit de retour** : le droit de retour de la population déplacée du Haut-Karabakh doit être reconnu et respecté. L'ONU doit s'employer activement à faire en sorte que les personnes contraintes de quitter leur

foyer puissent y retourner en toute sécurité et dans la dignité, et que leur droit à la propriété et au patrimoine soit pleinement rétabli.

4. **Fournir un appui et accorder des réparations** : en plus d'avoir la possibilité de rentrer, les personnes déplacées méritent de recevoir une indemnisation et un appui pour reconstruire leur vie et leur communauté.
5. **Soutenir la paix et la stabilité dans la région** : nous demandons à l'ONU de redoubler d'efforts pour promouvoir une solution pacifique dans le Haut-Karabakh, la priorité devant être accordée à la protection des droits, de la culture et de la sécurité de tous les groupes ethniques de la région.
6. **Déployer des missions indépendantes d'établissement des faits** pour évaluer la situation sur le terrain.
7. **Faire pression sur l'Azerbaïdjan** pour qu'il accorde aux observateurs internationaux et aux experts en patrimoine un accès sans entrave aux sites culturels. Nous attendons de l'ONU qu'elle prenne des sanctions ou d'autres mesures diplomatiques pour amener les responsables de la destruction culturelle à répondre de leurs actes.

L'ONU a l'obligation morale et juridique de réagir face à ces atrocités criminelles. Il est impératif qu'en tant qu'organisation fondée sur les principes de justice, d'égalité et de respect des droits humains, elle prenne toutes les mesures nécessaires pour empêcher de nouvelles violations, restaurer la dignité et les droits de la population déplacée, et mettre un terme à la propagande sans précédent de déni de la présence arménienne et d'appropriation de la culture arménienne.

Nous vous invitons respectueusement, Monsieur le Secrétaire général, à user de l'autorité de votre fonction pour résoudre cette crise persistante, garantir le droit de retour des personnes déplacées et demander justice pour les victimes de ce nettoyage ethnique et à faire usage de votre mandat pour rétablir pleinement les droits des personnes d'ascendance arménienne du Haut-Karabakh.

Andranik Grigoryan